

Communiqué de presse

Cadences infernales en Terminale : le ministère ne répond plus. Faisons la grève du « grand oral » !

Paris, le 18.06. 2024

L'Assemblée Générale de l'APSES, réunie à Tours, les 15 et 16 juin, appelle les collègues à se saisir des préavis de grève déposés par les syndicats pour faire la grève du « grand oral ». Malgré les alertes répétées, le ministère de l'Éducation Nationale est resté sourd à nos demandes d'allègement des programmes de spécialité pour le baccalauréat.

Pourtant, Madame la Ministre s'y était engagée auprès de la Représentation Nationale, et le ministère avait annoncé en audience le 17 avril dernier qu'une réponse serait apportée au cours du mois de mai. Après deux reports des audiences prévues, et sans nouvelles du ministère, nous sommes face à un mur.

Notre professionnalisme est remis en cause

De ce fait, il y va de notre professionnalisme de refuser de participer à l'évaluation du « grand oral ». La plupart d'entre nous n'a pas pu préparer cette épreuve dans le cadre des cours, laissant les élèves seul-es face à eux-mêmes (et leur capital culturel) pour réussir cette épreuve mal pensée et injuste.

Il y va également de notre professionnalisme de nous saisir de cette épreuve pour rappeler la maltraitance infligée aux collègues et aux élèves par l'institution. Contre tout bon sens, celle-ci a quasi doublé le nombre de chapitres prévus cette année au programme avec la modification du calendrier du baccalauréat, ce qui nous aura conduit toute l'année à travailler à un rythme effréné, incompatible avec une réelle appropriation des savoirs et savoir-faire.

Il y va enfin de notre professionnalisme de revendiquer des conditions de correction et d'évaluation acceptables. Dans de nombreuses académies, les délais de correction sont incompatibles avec la réalisation correcte de nos missions : nombre de jours de correction trop faible, nombre de copies et de candidat-es trop important, missions du Grand Oral et de l'écrit qui se cumulent. Ces conditions de travail sont incompatibles avec l'évaluation juste que nous devons aux élèves, pour leur dernière épreuve du baccalauréat, qui compte pour 10 % de la note finale.

Il est temps d'engager la profession dans un moment collectif de refus de cette absurdité.

Pour les collègues convoqué-es en jury sur un, ou plusieurs jours : saisissons-nous des préavis de grève déjà déposés, au moment le plus opportun, sur une partie ou la totalité de cette mission !

Des rassemblements seront proposés dans certaines académies.

La mascarade n'a que trop duré, il n'est pas question que la prochaine rentrée reparte sur les mêmes bases !